

TRADITIONS - Tournée dans la région organisée par l'Académie libanaise de la gastronomie

# L'huile d'olive de Hasbaya, une marque d'excellence qui a traversé les âges

« Couleur jaune avec reflet vert, nez intense et net, type végétal marqué, caractère dynamique et bon équilibre... » C'est par de pareilles remarques qui rappellent celles réservées à la description des vins que des experts français, ayant participé à une dégustation aveugle d'huiles d'olives libanaises et françaises, ont décrit l'huile de Hasbaya. Celle-ci a mérité, selon eux, la palme. A visiter cet-

te très belle région du Liban-Sud, on n'a aucune peine à comprendre l'origine d'une si bonne huile d'olive, avec des oliviers à perte de vue dans une localité toujours très verte, ce qui devient de plus en plus rare au Liban. Aujourd'hui, après des années de vaches maigres, cette industrie reprend peu à peu sa place, à l'initiative des agriculteurs et avec l'aide de notables de la région.

*consommateurs. Pour ce qui est du contrôle, il sera effectué par les producteurs eux-mêmes qui auront auparavant décidé des caractéristiques du produit qui méritera l'appellation. Les avantages de ce système c'est que les produits pourront être vendus à des prix plus élevés et atteindre une clientèle encore plus exigeante.*

**Un terroir bien délimité**

Les producteurs d'huile d'olive, qui ont connu leur propre traversée du désert, ont bien besoin d'un coup de pouce à Hasbaya. Un premier concours leur a été apporté par le député Anouar el-Khalil et sa famille. « Après la fin de l'occupation israélienne, la région était très isolée au niveau marketing, explique Farouq el-Khalil, frère du député. L'huile de Hasbaya avait beaucoup de concurrentes sur le territoire, notamment de Syrie. Le prix du bidon était aussi bas que 20 à 30 dollars.

Or la production d'olives et d'huile dans cette région fait face à des difficultés qui en augmentent naturellement le coût, notamment le terrain très escarpé qui rend l'utilisation des machines quasiment impossible. « A cette époque, de nombreuses plaintes de la part d'agriculteurs ont commencé à nous parvenir, explique M. el-Khalil. Sur une initiative personnelle, notre famille a commencé à acheter cette huile directement du pro-

ducteur, ou du moins à rembourser la différence entre le coût de production et le prix de vente trop bas. Peu à peu, nous avons cherché à nous instruire sur le métier pour communiquer les dernières innovations aux agriculteurs. »

Au moment du choix des projets pilotes, cette organisation qui s'était mise en place a joué en faveur des producteurs d'huile de Hasbaya. « Notre huile tient sa qualité du fait que la pollution de l'air est minime dans la région, que la terre est calcaire, ce qui favorise la culture des oliviers, que les arbres restent à 100 % sauvages, sans usage de pesticides ni d'engrais, poursuit M. el-Khalil. De plus, nous sommes à la bonne altitude, qui va de 650 à 900 mètres. » Il estime que la loi sur les indications géographiques sera très bénéfique pour la région. « Il faudra que le produit soit contrôlé par un groupe sur base de critères donnés, et nous sommes ce groupe actuellement », précise-t-il. Interrogé sur ce que l'indication géographique va pratiquement donner sur le terrain en matière de mesures à prendre, il affirme : « Nous sommes toujours en train de discuter des techniques. »

Pour les critères, il faudra évidemment que l'huile soit pressée à froid et extravierge. « Pour préserver les caractéristiques de l'huile extravierge, cela dépend non seulement des



Une cueillette qui se fait toujours à la main.

méthodes de pressage, mais de la façon dont on traite l'olive jusqu'à son arrivée au pressoir », précise M. el-Khalil. A voir les immenses étendues vertes qui font de cette partie du pays une véritable perle, on a peine à croire qu'un réel effort de développement, surtout écotouristique, n'ait jamais été déployé par l'Etat. Farouq el-Khalil considère que la production d'huile d'olive est au centre du développement de cette région. « Si nous réussissons à promouvoir cette activité qui est un pilier du développement dans la région, nous aidons les gens du pays à créer eux-mêmes le développement », dit-il.

Suzanne BAAKLINI

Des olives au pressage, juste avant d'être séparées de leurs feuilles.



À l'occasion d'une tournée organisée à Hasbaya par l'Académie libanaise de la gastronomie, il a été possible de visiter un pressoir où traditions et modernité cohabitent sans aucun problème. Dans son habit traditionnel, cheikh Mahmoud Derbiyé supervise le processus de production d'une huile d'olive claire et limpide. Une odeur exquise enveloppe le visiteur dès son entrée au pressoir, celle des olives fraîches et de l'huile. Le processus de pressage à froid suppose plusieurs étapes : le lavage des olives fraîches, qui sont ensuite séparées de leurs feuilles pour être pressées avec les noyaux. Enfin, l'huile obtenue est séparée des résidus solides qui sont rejetés au-dehors, recueillis et utilisés ensuite comme matière pour le chauffage (d'où la clôture d'un système écologique complet).

Nayef Derbiyé, l'un des agriculteurs sur place, met l'accent sur la qualité de l'huile. « Ce qui

la rend si bonne, c'est le fait que les olives sont très fraîches quand nous les pressons », déclare-t-il. La modernité des machines du pressoir s'est également révélée d'une aide précieuse pour obtenir une telle qualité d'huile. « Ce que nous demandons à l'Etat, c'est tout simplement de nous aider à écouler notre stock d'huile », plaide-t-il.

Ce qui devrait aider dorénavant cette région à mieux faire apprécier son produit de prédilection, c'est un nouveau projet de loi dit des « indications géographiques ». Des sortes d'appellations contrôlées en somme. Wadih Haddad, membre de l'académie et organisateur de la tournée, explique que les indications géographiques permettront à des produits spéciaux de se distinguer. « Pour des projets pilotes, nous avons choisi une quarantaine de produits candidats, parmi lesquels trois ont été retenus, explique-t-il. L'huile de

Hasbaya a fait l'unanimité. Il y avait également l'oignon de Kfarfila (est de Saïda) et l'eau de fleurs d'oranger de Maghdouché. »

L'huile d'olive de Hasbaya n'a pas seulement été retenue pour sa qualité, mais en raison de certaines particularités géographiques déterminantes, selon lui : la région a en effet tout pour être considérée comme un terroir puisqu'elle est bien délimitée, les variétés d'olives sont homogènes et la population a gardé un lien très fort avec cette culture. Paradoxalement, la guerre a en quelque sorte préservé l'authenticité du produit, empêchant tout développement sauvage.

« Dans des cas comme celui-là, la loi sur les indications géographiques s'avérera extrêmement importante pour protéger le producteur et le consommateur, explique M. Haddad. Avec un bon marketing, le producteur convaincra davantage les

L'ordre international entre unilatéralisme et préservation des valeurs communes

## Débat universitaire à Genève sur la dimension juridique du dernier conflit au Liban

GENÈVE - de notre correspondant Zahi HADDAD

Constituée en juin dernier, l'Association suisse pour le dialogue euro-arabo-musulman (Asdeam) entend favoriser un rapprochement intellectuel entre les sociétés arabes et européennes. Première étape de cette démarche, une conférence publique donnée à l'Institut uni-

versitaire de hautes études internationales (HEI) de Genève sur le défi que constitue le conflit libano-israélien à l'ordre international et aux valeurs communes incarnées par l'idéal onusien. Un cas d'espèce qui s'est penché sur la dimension juridique du conflit.

tion) a été pris pour cible, et qu'il y a eu une destruction massive de ponts et de routes. » Il termine son exposé en rappelant que les quelque « 500 000 à 1 million de bombes non explosées ont résulté en une terre brûlante – et non brûlée – où il n'est pas possible d'habiter ».

**Article 1er ignoré**

Répondant à une question sur le choix des panélistes et l'absence d'un représentant israélien, Yves Besson a insisté sur l'objectif du débat qui « n'est pas anti-israélien, mais qui veut voir comment défendre l'ordre international ». Georges Abi Saab a pour sa part réagi à une interrogation sur la responsabilité pénale dans le conflit : « Les crimes sont là, mais les tribunaux absents. Ce qui démontre un autre dysfonctionnement international. »

Deuxième intervention du public, celle de Cornelio Sommaruga, ancien président du CICR et actuel président du Centre international de déminage humanitaire, qui a regretté « l'absence de volonté de faire appliquer les conventions de Genève », soulignant à quel point cela constitue « un défi à moyen terme ». Rappelant les diverses violations du droit international humanitaire pendant le conflit de cet été, il a précisé que « l'article 1 commun aux quatre conventions de Genève demande que les parties contractantes s'engagent à respecter et à faire respecter les dispositions des conventions ».

Cornelio Sommaruga a aussi fait part de son inquiétude à court terme en estimant qu'une « solution devait être trouvée pour ce genre de situation ne se reproduise plus », soulignant que « des négociations internationales urgentes sur Israël et la Palestine » devraient être entamées. A cette fin, M. Sommaruga a mentionné l'appel qu'il devait lancer à ce propos en milieu de semaine dernière avec 135 personnalités, telles que Mikhaïl Gorbatchev, Boutros Boutros-Ghali, Jimmy Robinson, Michel Rocard, Jimmy Carter, Jacques Delors, Roland Dumas, Bernard Kouchner, John Major, Desmond Tutu et Felipe Gonzalez. L'ordre international que nous connaissons s'orienterait-il vers un « démontage des acquis » ? comme l'a demandé l'une des personnalités présentes. En réponse, Vera Gowlland-Debbas a conclu sur une note quelque peu perplexe : « Entre le retour à l'unilatéralisme et ceux qui sont attachés à ces acquis, je ne sais pas quelle sera l'issue. » Pour l'Asdeam et son président, Hassan Ghaziri, la prochaine étape consistera à « former un groupe de réflexion qui devra discuter de thèmes qui soient l'expression d'un dialogue, puis il s'agira d'établir le centre de recherche d'ici un à deux mois. »

Interdisciplinaire, interculturelle et interprofessionnelle, la démarche de l'Asdeam vise à l'établissement, à terme, d'un centre de recherche capable d'appuyer la réflexion et le dialogue sur les relations entre les sociétés arabes et européennes. Dans l'immédiat, il s'agit pour l'Asdeam de se faire connaître. L'association a donc invité trois professeurs à s'exprimer, entre théorie internationale et exemple concret, sur le conflit libano-israélien, et sur le poids qu'il fait peser sur l'ordre international et ses institutions.

« Le conflit du Liban renvoie aux trois niveaux des relations internationales : le local, le régional et l'international », affirme en préambule Yves Besson, vice-président de l'Asdeam et chargé de cours à l'Université de Fribourg, pour expliquer le choix de la thématique. « La riposte israélienne répond à une politique qui existe depuis 1948, poursuit l'ancien directeur de l'Unrwa. Cette vision est inadéquate par rapport à l'objectif, et doit amener Israël à se repenser en termes d'armement et d'ouverture politique. »

En écho à cette introduction, le professeur Pierre de Senarclens, spécialiste des relations internationales, a déclaré que « l'on peut espérer qu'Israël fasse évoluer sa

position en sortant des territoires occupés », ce qui ferait baisser la tension régionale. Mais le Genevois a rappelé que cela ne pourrait se faire sans une « pression convergente de ceux qui prétendent représenter la communauté internationale » et sans « une réforme des institutions internationales », alors même que le « droit international et ses dispositions sont bafoués », et que les « principes universalistes des Nations unies sont toujours défendus ».

**Droit humanitaire et bombes non explosées**

Spécialiste de droit international, Vera Gowlland-Debbas s'est pour sa part arrêtée sur deux aspects d'un conflit : la justification de l'autodéfense et le principe de proportionnalité qui lui est accolé. A la deuxième question, elle a rappelé qu'une riposte doit se faire avec « la même force que celle qui est subie » et en aucun cas « de façon à se venger ou à punir ». La question de la justification est plus complexe en ce sens qu'elle amène d'autres dans son sillage : par exemple et dans ce cas particulier, l'autodéfense, si elle est justifiée, doit-elle aboutir à « l'escalade dans une région qui connaît des attaques régulières », et peut-on parler d'auto-

défense contre un acteur qui n'est pas étatique et lorsqu'une riposte se fait contre tout un territoire ? Pour Mme Gowlland-Debbas, « il y a aujourd'hui un besoin de repenser la sécurité collective, et de réconcilier les principes de l'ONU et son inaction ».

Demier à prendre la parole, Georges Abi Saab est revenu sur les principes du droit humanitaire qui doit s'appliquer « abstraction faite des causes et des conflits ». Le professeur honoraire de HEI rappelle que « l'une des grandes conquêtes du droit humanitaire, c'est l'abandon de l'idée de réciprocité ». C'est-à-dire qu'on ne peut plus agir d'une certaine façon sous prétexte que l'autre partie au conflit agit justement de la même façon. Il souligne encore qu'en aucun cas des civils – qu'il s'agisse de personnes ou d'infrastructures – ne devraient être pris pour cible et que, en cas de frappes, les principes de proportionnalité et de précaution, dans le choix des armes et des cibles, devraient être pris en compte. Pour Georges Abi Saab, « au Liban ces principes n'ont pas du tout été respectés ». Et d'ajouter : « Il est contraire au droit humanitaire de demander à toute une région de partir (...) d'autant que – au Liban – tout mouvement (de popula-

## Asdeam, une plate-forme de dialogue

Association suisse à but non lucratif, apolitique et non confessionnelle, l'Asdeam a pour vocation de « revisiter et reformuler le débat sur les relations entre le monde arabo-islamique et l'Occident dans un esprit d'ouverture et de respect mutuel. Son objectif est de fournir un espace de liberté ouvert à tous les questionnements et une plate-forme pour le lancement d'initiatives concrètes ». C'est sur cette base qu'un groupe d'universitaires, de diplomates et d'économistes, venant d'Europe et du monde arabo-islamique, ont pris cette initiative. L'Asdeam déploie ses activités autour de l'organisation de colloques et de séminaires sur des « sujets relatifs aux espaces islamiques et occidentaux », de la constitution d'une fondation et d'un soutien à la création d'un institut de recherche afin de réaliser ses objectifs. Rencontre avec le président de l'Asdeam, Hassan Ghaziri, qui est également professeur des sciences de la décision, de l'information et de la communication en visite à l'École polytechnique fédérale de Lausanne.

1- Comment avez-vous choisi le thème de cette conférence ?  
 « Nous cherchons à démonter les mécanismes de la guerre et à analyser les problèmes qu'elle engendre. Un de ces problèmes est le défi à l'ordre mondial, normalement assuré par le droit, et la guerre au Liban est une de ces illustrations. C'est pour cela que nous avons

choisi une approche juridique. »

**2- Pourquoi créer l'Asdeam ?**

« C'est une prise de conscience de l'impasse dans laquelle se trouve le monde islamique et arabe, et de la nécessité de développer un discours capable d'ouvrir de nouvelles perspectives à nos sociétés. Donc l'association a été créée dans le but d'établir ensuite un centre de recherche, un "think tank", indépendant de tous les centres de pouvoir politique et économique, et qu'il se mette au service des sociétés arabes, islamiques et européennes, avec pour objectif de les rapprocher dans le cadre d'un partenariat non seulement intellectuel et académique, mais aussi économique et politique. Il y a des tensions et des choses à apprendre des deux côtés. Chacun gagnerait à s'ouvrir à l'autre pour résoudre ces tensions verbales, morales et physiques. »

**3- Qui animera le centre ?**

« Lorsque l'on veut établir un centre de recherche pour réfléchir à tête reposée, il faut d'abord passer par la création d'une association qui fasse connaître les objectifs et qui permette de recueillir les fonds nécessaires. Ce centre accueillera des chercheurs européens, arabes et issus du monde islamique. Ce sera un espace ouvert. Nous avons exprimé notre volonté de rapprocher les mondes occidental et arabo-islamique. »

Bourses scolaires à 50 élèves et aides à trois écoles chrétiennes du Sud

## Les jeunes jammhouriens apportent un nouvel élan à la réunion des anciens à New York

NEW YORK, de Sylviane ZEHIL

L'ambiance était à la convivialité pour cette quatrième réunion de la diaspora jammhourienne, tenue samedi dernier à New York. Devenues une tradition, dans le cadre de la levée de fonds (fund raising), ces retrouvailles se sont déroulées autour d'un brunch à l'hôtel Sofitel. La dernière guerre au Liban et les épreuves subies par le peuple libanais étaient au centre de tous les discours. L'appel à l'aide a été bien entendu. L'objectif fixé par les « Parrains pour Jammhour », visant à offrir à cinquante élèves l'arme du succès, à savoir l'éducation jésuite, a été atteint.

Dans un élan spontané de générosité, ces anciens, devenus brillants banquiers, financiers, chefs d'entreprise, dirigeants de multinationales, professeurs d'université, ingénieurs, médecins, chercheurs, avocats, ministres, mais aussi pères de famille, n'ont pas hésité à apporter leur soutien à une noble cause : l'éducation. Venus du Liban, de France, du Canada et des États-Unis, plus de quatre-vingts personnes se sont réunies en présence, notamment, du président de l'amicale des anciens de Jammhour au Liban, l'ancien ministre Michel Eddé (promo 45), du consul du Liban à New York, Antoine Azam (ancien élève), du R.P. Salim Daccache, recteur de Jammhour, et du secrétaire de l'amicale, Nagi el-Khoury. Cette année, la présence d'un grand nombre de très jeunes jammhouriens a apporté un nouvel air de fraîcheur. « Le plus ancien élève est de la promo 45 (Michel Eddé) et la plus jeune de la promo 2005 (Marianne Schuck). Nous avons dans cette salle la somme de soixante ans d'excellence de l'éducation jésuite de Jammhour », a noté le nouveau président de Jammhour Alumni US Inc. (JAUS), le Dr Gabriel Sara.

Étaient également présents à la rencontre, Joe et Claude Audi, Raymond Debbané, Donald Eddé, Chibli Mallat, Bud Zehil, Abdallah Jahel, Amira Tagher Luikhart, Charbel et Aïda Tagher, Pierre Debbané, Nabil et Ghassan Bejjani, Maroun et Sabine Karam, Karim Awad, Nagi Bustros, Pierre et Amale Zalzal, Hani Hassoun, Christian et Nada Rizk, Jacques Merab, Robert Moutimjan, Oscar Jammhour et Sami Karam. Parmi les jeunes anciens, on notait la présence de Marc Barakat (promo 2002), Nagib Touma (2001), Marc el-Khoury (2003), Marianne Schuck (2005), Marwan Tabet et Jad Mallat (2001).

**Aide aux écoles chrétiennes du Sud**  
 L lançant un vibrant appel à la



Michel Eddé entouré de Nada Sara et Nagi Khoury.

tion Jammhour Alumni US Inc. (JAUS), a évoqué le souvenir des pères jésuites disparus qui ont « dédié leur vie pour notre formation ». Il a aussi rendu hommage au père recteur Salim Daccache.

Transmettant la présidence pour l'année 2007 au Dr Gabriel Sara (promo 72), « son ami et cofondateur », et le « deus ex machina » de l'association, le Dr Bustros a souligné la part « très active » de son épouse, Nada Sara, « dans la préparation de cet événement ». Avec la même verve, il a remercié les autres membres du comité, notamment Ronald et Nadine Kfoury, Ciril-Christian et Nada Rizk, Karim Awad, Bud et Sylviane Zehil, ainsi que tous les amis qui ont apporté leur soutien, dont Joe Audi, Raymond Debbané et Fouad Sawaya.

**Gabriel Sara : Jammhour, un exemple d'excellence**

Après avoir brossé un tableau de la situation dans laquelle se débat le Liban, le nouveau président de l'association, Gabriel Sara, a, à son tour, souligné que « notre école, Notre-Dame de Jammhour, sous la houlette du père Daccache, a été un exemple d'excellence ». Il a remercié à cette occasion les anciens pour leur généreuse contribution qui a permis de scolariser trente élèves en 2004 et 50 en 2005. En temps normal, Jammhour compte 400 élèves dans l'impossibilité de payer leur scolarisation. « Cette année, nous savons que 625 élèves se trouvent dans cette situation. Leur nombre ira croissant, s'est inquiété M. Sara. Le défi reste encore plus grand, surtout que nous avons répondu présent à de nombreux appels à l'aide ces deux derniers mois. »

La grande prodigalité des jammhouriens pour leur alma mater n'est plus à prouver. Images à l'appui, Gabriel Sara a rappelé à l'assistance l'importance de la contribution des « Parrains pour Jammhour ». Le nouveau président a ensuite rendu hommage à la « générosité » exemplaire de Raymond Debbané qui, en apportant une contribution de 52 000 dollars, a fondé, en 2006, le laboratoire d'informatique de l'école, une réalisation exemplaire de modernité. Nombreux sont les généreux donateurs. Il suffit de se promener à Jammhour pour reconnaître leurs noms inscrits sur les plaques des bancs et sur les bâtiments, notamment la bibliothèque, les salles multimédias, le gymnase et la récente magnifique « Salle de banquet » offerte par Michel Eddé. L'élan de solidarité des jammhouriens de la diaspora – stimulé par les lettres touchantes de remerciements écrites par les cinquante élèves scolarisés (présentées dans un dossier séparé) – a permis d'atteindre l'objectif fixé en collectant plus de 135 000 dollars. Créée en 2004, Jammhour Alumni US Inc. est une organisation à but non lucratif, enregistrée dans l'Etat de New York, qui a pour but d'aider le collège dans sa mission éducative. Ses objectifs sont de créer un lien entre les anciens jammhouriens aux États-Unis et d'organiser des événements de « fund raising » (levée de fonds) qui serviront à financer les frais scolaires d'enfants doués de familles en difficulté. Conscient de la réalité libanaise, le Collège Notre-Dame de Jammhour s'est depuis longtemps engagé dans une tradition de soutien et de parrainage d'élèves, ouvert à toutes les classes de la société libanaise, pour continuer à assurer le service éducatif auquel tous les élèves ont droit.